

Le gouvernement d'union en sursis

samedi 19 mai 2007, par [AL QUDS AL ARABI](#) (Date de rédaction antérieure : 15 mai 2007).

Huit semaines après leur alliance gouvernementale, le Hamas et le Fatah n'arrivent pas à contrôler la gestion des Territoires. Le volet sécuritaire est celui qui en a le plus souffert. Pour le quotidien palestinien Al-Quds Al-Arabi, la récente démission du ministre de l'Intérieur risque de porter un coup fatal à ce gouvernement d'union.

Depuis la démission du ministre de l'Intérieur palestinien Hani Al-Kawasmi, le gouvernement d'union nationale [formé le 17 mars] est au bord du gouffre.

A moins qu'il n'y soit déjà tombé - deux mois seulement après sa formation grâce à l'accord de La Mecque [signé le 8 février] entre le Fatah [du président palestinien Mahmoud Abbas] et le Hamas [du Premier ministre Ismaïl Haniyeh]. Dès sa nomination, Hani Al-Kawasmi s'était rendu compte que sa mission était quasiment impossible à remplir, mais il ne voulait pas abandonner avant d'avoir essayé de rétablir l'ordre public.

Or il est une chose d'élaborer un projet sur le papier et c'en est une autre de l'appliquer sur le terrain. Le problème, c'est que sa marge de manœuvre était extrêmement limitée. Tout comme les autres ministres, il ne disposait pas de compétences exécutives complètes et n'avait pas véritablement autorité sur l'administration. Au fond, l'Autorité palestinienne n'est qu'une sorte de conseil municipal élargi, et le poste qu'il occupait était purement honorifique.

Lors de la conférence de presse qu'il a tenue après sa démission, il a exprimé clairement sa déception : « J'ai dit à tout le monde qu'il fallait que je dispose de la totalité des compétences. Je ne pouvais accepter de jouer le rôle du ministre simplement pour l'apparence. » La totalité des compétences, cela veut dire en résumé le contrôle de tous les services de sécurité, sans que quiconque ne puisse prendre des décisions dans son dos. Cela veut dire aussi que les deux grands partis [Fatah et Hamas] coopèrent et contribuent au rétablissement de la sécurité, financièrement et logistiquement.

Ces revendications sont normales et logiques. Et pourtant, tous les Palestiniens, y compris Al-Kawasmi lui-même, savent qu'elles relèvent de l'impossible. Car les services de sécurité palestiniens ont toujours échappé à tout contrôle, fût-ce celui de Yasser Arafat. Ils obéissent à divers seigneurs qui les ont transformés en milices au service de leurs propres intérêts. Aucun ministre de l'Intérieur n'avait obtenu satisfaction dans ce domaine, même pas Nasr Youssef, qui était pourtant membre du Conseil central du Fatah. Nommé peu de temps avant la mort d'Arafat, il a dû encaisser un rude coup en découvrant que la plupart des services étaient corrompus et infiltrés. Selon lui, certains d'entre eux travaillaient pour le compte de l'étranger, comprenez les Etats-Unis et Israël.

Le problème, ce n'est pas la démission du ministre Hani Al-Kawasmi, mais de savoir ce qui va se passer maintenant. Cette démission crée un grand vide politique et risque de provoquer une crise entre le Fatah et le Hamas. Ils avaient mis trois semaines pour se mettre d'accord sur un candidat à ce poste, Mahmoud Abbas ayant refusé cinq noms proposés par le Hamas. La question est donc de savoir comment trouver un successeur. Et, ensuite, s'il acceptera d'être un ministre de pure forme

ou s'il formulera les mêmes exigences que le ministre démissionnaire. Plus fondamentalement, on peut se demander si le gouvernement d'union nationale pourra survivre à cette crise, alors que la bande de Gaza est ensanglantée par des affrontements entre les deux factions qui le constituent.

P.-S.

*Al-Quds Al-Arabi (via Le Courrier international), le 15 mai 2007